

# PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022

BILAN COMPLET DES RÉALISATIONS

Cette publication a été réalisée par le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie du Secrétariat à la condition féminine en collaboration avec la Direction des communications du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Une version de ce document est disponible en ligne et peut être consultée sur le site Web du Secrétariat à la condition féminine : [Publications | Gouvernement du Québec \(Québec.ca\)](#).

Pour plus d'information :

Secrétariat à la condition féminine  
905, avenue Honoré-Mercier, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5M6

Téléphone : 418 643-9052

Télécopieur : 418 643-4991

Courriel : [scf@scf.gouv.qc.ca](mailto:scf@scf.gouv.qc.ca)

Site Web : [Québec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/secretariat-condition-feminine](http://Québec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/secretariat-condition-feminine)

Dépôt légal – Décembre 2023

Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
ISBN 978-2-550-96542-8 (version électronique)

Tous droits réservés pour tous les pays.

© Gouvernement du Québec – 2023

BLCHT-23-113

# Table des matières

1. Introduction.....	5
2. Bilan de la mise en œuvre du Plan d’action gouvernemental de lutte contre l’homophobie et la transphobie 2017-2022 – État d’avancement au 31 mars 2022 .....	7
Priorité 1 : Ouverture à la diversité sexuelle.....	7
Priorité 2 : Respect des droits et soutien des personnes de minorités sexuelles.....	12
Priorité 3 : Création de milieux sécuritaires et inclusifs.....	15
Priorité 4 : Adaptation des services publics .....	18
Priorité 5 : Cohérence et efficacité des actions .....	29
3. Conclusion.....	33

# Liste des abréviations, des sigles et des acronymes

ASR	Agentes et agents de soutien régionaux
BLCHT	Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie
CDPDJ	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
CIUSSS	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
CR-DSPG	Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres
CS	Commission scolaire
CSS	Centres de services scolaires
DAJ	Direction des affaires juridiques
DGQM	Délégation générale du Québec à Mexico
DPCP	Direction des poursuites criminelles et pénales
DPIA	Direction de la performance et de l'intelligence des affaires
FCP	Formation continue partagée
FQM	Fédération québécoise des municipalités
GIPP	Guide d'intervention psychosociale ponctuelle
GRIS	Groupe de recherche et d'intervention sociale
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
LGBTQ+	Lesbiennes, gais, bisexuels, bisexuelles, trans, queer, et autres
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec
MES	Ministère de l'Enseignement supérieur
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MFA	Ministère de la Famille
MIFI	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
MJQ	Ministère de la Justice du Québec
MRIF	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
OCF	Organismes communautaires Famille
OPQ	Office des professions du Québec
PLCHT	Programme Lutte contre l'homophobie et la transphobie
RLRQ	Recueil des lois et des règlements du Québec
RQ	Revenu Québec
RQAP	Régime québécois d'assurance parentale
SCF	Secrétariat à la condition féminine
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SGEE	Services de garde éducatifs à l'enfance
SIGCT	Système intégré de gestion de la consultation téléphonique
SRPNI	Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit
UMQ	Union des municipalités du Québec
UQAM	Université du Québec à Montréal

# 1. Introduction

En décembre 2009, le gouvernement du Québec a lancé la Politique québécoise de lutte contre l'homophobie (Politique), qui demeure à ce jour l'un des fondements de l'action gouvernementale en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie. La Politique vise l'atteinte d'une plus grande égalité de fait pour les personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles, trans et queer dans la société québécoise en s'appuyant sur quatre grandes orientations : la reconnaissance des réalités des personnes de minorités sexuelles<sup>1</sup>, le respect des droits des personnes de minorités sexuelles, le mieux-être des personnes de minorités sexuelles et une action concertée entre les ministères et organismes partenaires.

Pour appuyer la mise en œuvre de la Politique, le gouvernement du Québec s'est engagé à élaborer des plans d'action gouvernementaux contribuant de façon significative à la lutte contre l'homophobie et la transphobie. Lancé en 2011 et coordonné par le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie (BLCHT), le premier Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie (PAGLCHT) 2011-2016 a permis des avancées notables en plus de poser les jalons des actions gouvernementales qui se poursuivent aujourd'hui en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Malgré ces progrès et d'importantes avancées sur le plan juridique pendant la mise en œuvre du PAGLCHT 2011-2016, l'égalité des personnes de la diversité sexuelle et de genre n'était pas atteinte. Comme ces personnes continuaient d'être la cible de préjugés, de discrimination, de harcèlement, d'intimidation et de crimes haineux, le gouvernement du Québec a accentué ses efforts dans le dossier en lançant un deuxième Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022.

Dévoilé le 17 mai 2017 et toujours sous la coordination du BLCHT, le PAGLCHT 2017-2022 reposait sur cinq priorités : l'ouverture à la diversité sexuelle, le respect des droits et le soutien des personnes des minorités sexuelles, la création de milieux sécuritaires et inclusifs, l'adaptation des services publics, ainsi que la cohérence et l'efficacité des actions gouvernementales. Chacune de ces priorités était assortie d'objectifs spécifiques auxquels sont venues répondre les 38 actions du PAGLCHT qui y étaient associées, soit : mettre en œuvre des actions de sensibilisation adaptées à divers milieux; informer divers milieux sur les droits des personnes de minorités sexuelles; soutenir l'action communautaire en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie; appuyer les partenaires des milieux de vie; améliorer les pratiques administratives des services publics; mieux former le personnel des services publics; et documenter les diverses réalités pour mieux intervenir et renforcer la coordination des actions, notamment en région.

---

<sup>1</sup> Au cours des dernières décennies, le dossier relatif aux personnes LGBTQ+ a évolué à un rythme rapide, y compris le vocabulaire utilisé pour nommer leurs réalités. Le gouvernement du Québec utilise dorénavant l'expression « diversité sexuelle et de genre » ou l'acronyme LGBTQ+ pour référer aux divers groupes minoritaires définis sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, dont les principaux groupes sont les lesbiennes, les gais, les personnes bissexuelles et pansexuelles, ainsi que les personnes trans, non binaires, queer et bispirituelles. Pour une meilleure compréhension des termes relatifs à la diversité sexuelle et de genre, consultez le [Lexique sur la diversité sexuelle et de genre \(Québec.ca\)](http://www.quebec.ca/lexique-sur-la-diversite-sexuelle-et-de-genre).

Au total, le PAGLCHT 2017-2022 a mobilisé 15 ministères et organismes gouvernementaux, qui ont travaillé de concert à sa mise en œuvre grâce à un investissement initial de 10 M\$ sur cinq ans. Une prolongation d'un an, assortie d'un budget supplémentaire de 2,4 M\$, a été accordée pour finaliser le PAGLCHT 2017-2022 et entamer les travaux d'élaboration du prochain PAGLCHT. Le présent bilan brosse un portrait du statut des actions en date du 31 mars 2022, comme exigé par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). Bien que l'objectif soit de dresser un état de la situation en date du 31 mars 2022, l'information présentée s'étend dans certains cas au-delà de cette date.

Ce bilan permet ainsi d'obtenir une vue d'ensemble et de constater que parmi les 38 mesures du PAGLCHT 2017-2022, 33 étaient réalisées et cinq étaient toujours en cours au 31 mars 2022. Parmi les mesures en cours, deux ont été finalisées pendant l'année de prolongation (2022-2023). En somme, les actions du PAGLCHT 2017-2022 ont contribué à l'amélioration de l'égalité de fait pour les personnes de la diversité sexuelle et de genre, et ce, dans le contexte parfois difficile et incertain de la pandémie de COVID-19 et des mesures sanitaires mises en place pour la contenir.

## 2. Bilan de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022 – État d'avancement au 31 mars 2022

### Priorité 1 : Ouverture à la diversité sexuelle

Mesures <sup>2</sup>	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
1. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de sensibilisation pour lutter contre l'homophobie et la transphobie.	BLCHT	<p>En 2017, pour mesurer les avancées réalisées en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie, le BLCHT a réalisé un <a href="#">sondage</a> sur la perception et les attitudes de la population québécoise à l'égard des réalités LGBTQ+.</p> <p>Deux ans plus tard, un volet « Homophobie et transphobie » a été inséré à la Campagne gouvernementale pour contrer la violence sous toutes ses formes. Déployé du 18 novembre au 22 décembre 2019, ce volet consistait en une vidéo de 30 secondes à la télévision sur l'homoparentalité et en une vidéo Web de 2 minutes 12 secondes abordant la transphobie. Il a joint 44 % de la population québécoise.</p> <p>Selon les données recueillies à la suite de la diffusion de la campagne de sensibilisation, la population québécoise ayant été exposée au volet « Homophobie et transphobie » a retenu qu'il faut faire preuve de tolérance et d'ouverture à la diversité (68 %) et que la société québécoise est ouverte, moderne et inclusive (30 %).</p>	Réalisée

<sup>2</sup> Nous sommes conscients que certains des libellés du PAGLCHT 2017-2022, repris ici textuellement, utilisent des expressions ou des termes qui ne sont plus ceux généralement utilisés en 2023 par le gouvernement du Québec pour aborder la diversité sexuelle et de genre (p.ex. LGBT). Pour plus de détails sur le vocabulaire en usage, veuillez consulter le Lexique sur la diversité sexuelle et de genre sur [Quebec.ca](http://Quebec.ca).

Mesures <sup>2</sup>	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
<p>2. Sensibiliser les intervenantes et les intervenants des organismes communautaires Famille et des services de garde à la réalité des familles homoparentales.</p>	MFA	<p>Le ministère de la Famille (MFA) a conclu une convention d'aide financière avec la Coalition des familles LGBT+ pour sensibiliser le personnel intervenant des organismes communautaires Famille (OCF) et des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) à la réalité des familles homoparentales. Au total, 147 formations ont été offertes à 1 971 personnes venant de 288 OCF et de 269 SGEE. Des sondages visant à mesurer le taux de satisfaction ont démontré que les personnes participantes se disaient très satisfaites de la formation reçue et prévoient d'utiliser les ressources présentées lors des formations.</p> <p>En 2020, la pandémie de COVID-19 a forcé l'organisme à adapter ses formations en les rendant accessibles en format virtuel. Deux webinaires ont ainsi été réalisés. Cette formule virtuelle a permis de regrouper plusieurs organismes de petite taille dans le cadre d'une seule formation et de toucher simultanément le personnel intervenant de régions variées. À titre d'exemple, les formations données en présentiel rejoignaient en moyenne les organismes présents dans une dizaine de régions, alors que les formations virtuelles ont touché le personnel de 16 régions en 2021-2022. Cette formule sera donc conservée à l'avenir.</p>	Réalisée
<p>3. Produire et diffuser, au sein du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et dans le réseau des organismes communautaires Famille, un document d'information sur la</p>	MFA	<p>Un dépliant intitulé <a href="#">La diversité familiale - Pour en savoir plus sur les familles LGBT</a> a été rédigé en 2018-2019. Il a été édité et distribué auprès des OCF et des SGEE, ainsi que sur les différentes plateformes du MFA (site Internet et réseaux sociaux) à l'hiver 2019-2020. Ce document de vulgarisation et de sensibilisation aborde les similitudes et les différences entre les familles de la diversité</p>	Réalisée

Mesures <sup>2</sup>	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
réalité des familles homoparentales.		sexuelle et de genre et les familles hétéroparentales, en plus de déconstruire certains mythes et préjugés relatifs à ce modèle familial. Au total, 4 050 organismes ont reçu le dépliant, soit 260 OCF, 71 organismes qui offrent un service de halte-garderie communautaire, 1 570 installations et/ou centres de la petite enfance, 161 bureaux coordonnateurs de services de garde en milieu familial, 713 services de garde subventionnés et 1 275 services de garde non subventionnés.	
4. Intégrer la préoccupation de l'homophobie et de la transphobie dans la plateforme Web Sportbienetre.ca.	MEQ	<p>La plateforme Web SportBienetre.ca (SBE) sert de guichet unique aux personnes qui sont à la recherche d'information, d'accompagnement et, le cas échéant, de références sur des ressources spécialisées en lien avec la promotion d'un environnement sportif sain et sécuritaire pour les jeunes athlètes.</p> <p>Du contenu de sensibilisation sur l'homophobie et la transphobie a été intégré à la <a href="#">plateforme SBE</a> en 2017-2018. Les statistiques d'utilisation de cet outil (une moyenne annuelle d'un peu plus de 85 000 visites pour la durée du PAGLCHT 2017-2022) démontrent sa popularité et la pertinence de l'utiliser pour promouvoir la reconnaissance et l'inclusion des personnes LGBTQ+.</p> <p>Afin d'assurer la mise à jour des contenus au regard des nouvelles actions, des nouvelles initiatives et des nouveaux projets menés au Québec depuis 2017 du point de vue de la diversité sexuelle et de genre, le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) a également confié le mandat à un organisme partenaire d'analyser la plateforme</p>	Réalisée

Mesures <sup>2</sup>	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		et de lui soumettre des recommandations en vue d'une éventuelle refonte.	
5. Sensibiliser les municipalités à l'importance de considérer les enjeux concernant la lutte contre l'homophobie.	MAMH	<p>Chaque année, à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) diffuse une actualité sur son site Web pour inviter les municipalités à organiser une levée du drapeau arc-en-ciel, à l'instar de l'Assemblée nationale.</p> <p>En 2020-2021, en raison du contexte particulier de la pandémie de COVID-19, les ministres de la Justice et des Affaires municipales et de l'Habitation ont envoyé une lettre aux présidences de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), ainsi qu'aux mairesses et aux maires pour sensibiliser les municipalités à l'importance de considérer les enjeux concernant la lutte contre l'homophobie et la transphobie. Ils les invitaient à participer à la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie en hissant le drapeau arc-en-ciel ou autrement, dans les limites des mesures imposées par le contexte de la pandémie.</p>	Réalisée
6. Intégrer des informations relatives à la diversité sexuelle et à la pluralité des genres au site Internet du MSSS pour	MSSS	En 2020-2021, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a rendu disponibles de l'information et des outils relatifs à la diversité sexuelle et la pluralité des genres à destination du grand public sur le portail <a href="http://Quebec.ca">Québec.ca</a> . Les éléments d'information	En cours*3

<sup>3</sup> L'astérisque (\*) signifie que la mesure a été réalisée au courant de l'année de prolongation.

Mesures <sup>2</sup>	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
sensibiliser la population et les différents milieux aux réalités et aux besoins des personnes de minorités sexuelles.		<p>comportent la présentation des concepts permettant de comprendre la diversité sexuelle et la pluralité des genres, la description des réalités associées à la diversité sexuelle et la pluralité des genres, notamment celles des personnes trans et non binaires, l'information sur ce qui peut être fait pour favoriser la santé et le bien-être des personnes LGBTQ+ et des liens vers des ressources d'aide.</p> <p>Afin de sensibiliser et de soutenir les milieux d'intervention, de l'information complémentaire a également été rédigée. Cette information a été ajoutée à la section « <a href="#">Professionnels</a> » du site Web du MSSS en 2023.</p>	

## Priorité 2 : Respect des droits et soutien des personnes de minorités sexuelles

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
7. Renforcer la sensibilisation sur les droits des personnes de minorités sexuelles afin de prévenir et de lutter contre l'homophobie et la transphobie dans le cadre des services à l'intention des personnes immigrantes.	MIFI	<p>Mandaté pour trois ans par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) en septembre 2018, l'organisme communautaire AGIR a soutenu 583 personnes immigrantes et réfugiées LGBTQ+, dont 361 qui ont participé à un groupe de soutien et 222 qui ont reçu des services en suivi individuel ou à la halte-accueil. Les activités de sensibilisation et de formation déployées par AGIR ont aussi joint 337 personnes intervenantes de 39 organismes du secteur communautaire et des services sociaux. De plus, 60 personnes parmi le personnel de 4 organismes d'aide dédiés spécifiquement à l'intégration des personnes immigrantes ont été formées durant ces activités.</p> <p>En ce qui concerne la formation de son personnel, le MIFI a choisi de développer à l'interne son offre de sensibilisation et de formation, qui sera diffusée en ligne auprès de l'ensemble de son personnel. Complétée en mars 2022, cette offre de formation a par la suite été déployée.</p>	Réalisée
8. Mettre en valeur sur la scène internationale les actions du gouvernement du Québec en faveur des droits des personnes LGBT, favoriser l'échange des bonnes pratiques gouvernementales et créer des partenariats au sein de réseaux.	MRIF	<p>Pour les cinq années du PAGLCHT, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) et le réseau de représentations du Québec à l'étranger (réseau) comptent 53 prises de parole et 40 participations à des événements internationaux en lien avec les droits des personnes LGBTQ+. Des éléments touchant aux droits des personnes de la diversité sexuelle et de genre ont été intégrés à 32 entretiens bilatéraux auprès d'interlocuteurs étrangers.</p>	Réalisée

		<p>Afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques, le MRIF a aussi soutenu 15 participations d'organismes, de spécialistes ou d'universitaires québécois à des événements internationaux, au Québec ou à l'étranger reliés aux droits des personnes LGBTQ+. Il a également appuyé ou organisé 16 activités et événements en lien avec ces droits. En outre, plusieurs organismes québécois ont reçu le soutien du MRIF dans le cadre du développement et de la poursuite du volet international de leurs actions. La création et le financement à hauteur de 4 M\$ sur cinq ans d'Égides – l'Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités constituent des piliers importants de l'engagement du Québec à cet égard. Ainsi, le Québec a su se positionner comme un leader dans l'espace francophone tout en bénéficiant de l'expertise développée partout dans le monde au moyen d'échanges et de partenariats.</p> <p>Le MRIF a aussi développé une stratégie de communication afin que le réseau souligne la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie.</p> <p>Enfin, le MRIF a contribué au développement de cinq opportunités de stages au sein d'organisations internationales dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de la personne, notamment ceux des personnes LGBTQ+.</p>	
<p>9. Soutenir les organismes communautaires engagés dans la lutte contre l'homophobie et la transphobie.</p>	<p>BLCHT</p>	<p>Au cours des cinq années du PAGLCHT, le nombre d'organismes bénéficiant d'un soutien à la mission globale s'est accru, passant de 24 à 27. De même, les sommes qu'ils ont obtenues ont été bonifiées. En tout, 2,9 M\$ ont été investis pour bonifier l'aide complémentaire en soutien à la mission globale, soit 16,5 % de plus que lors du quinquennat précédent. Dans le cadre du Programme Lutte contre l'homophobie et la transphobie, un nombre de 92 projets spécifiques de lutte contre l'homophobie et la transphobie a aussi été soutenu grâce à un investissement totalisant</p>	<p>Réalisée</p>

		<p>plus de 2,6 M\$. Les projets financés couvraient la plupart des régions du Québec, certains ayant même une portée nationale.</p> <p>Depuis 2020-2021, un deuxième volet a été ajouté au programme pour soutenir des projets de concertation régionale déposés en cours d'année. Au total, sept projets de ce type ont été soutenus dans ce volet dans six régions (Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Mauricie, Outaouais, Laurentides et Centre-du-Québec).</p>	
--	--	---	--

## Priorité 3 : Création de milieux sécuritaires et inclusifs

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
10. Soutenir les partenaires du milieu (public et communautaire) dans l'élaboration et la mise en place d'initiatives concernant les personnes âgées LGBT.	MSSS (Secrétariat aux aînés)	Dans le cadre de cette mesure, le Secrétariat aux aînés a soutenu, entre 2017 et 2022, huit projets concernant les personnes âgées LGBTQ+ pour des investissements totalisant 1 326 955 \$. Quatre appels de projets du programme Québec ami des aînés (QADA) et deux appels de projets du Programme Action Aînés du Québec (PAAQ) ont aussi été lancés. Ces derniers encourageaient, mais sans s'y restreindre, le dépôt de demandes d'aide financière permettant de soutenir les initiatives s'adressant aux personnes âgées LGBTQ+. Grâce au programme QADA, cinq organismes ont obtenu une aide financière pour offrir des formations et des ateliers qui ont contribué à informer et à sensibiliser les milieux aux réalités des personnes âgées LGBTQ+ et à contribuer à des milieux plus inclusifs. De leur côté, les trois organismes financés via le PAAQ ont pu maintenir et adapter leurs activités et leurs services destinés aux personnes âgées LGBTQ+.	Réalisée
11. Promouvoir la reconnaissance et l'inclusion de la diversité sexuelle et de genre dans les réseaux de l'enseignement supérieur et dans la société.	MES	Cette mesure du ministère de l'Enseignement supérieur (MES) consistait à soutenir des projets provenant des réseaux universitaires et du réseau collégial. Pour toute la durée du PAGLCHT, 31 projets universitaires dans les 18 universités du Québec et un projet concerté de la Fédération des cégeps ont été financés, totalisant un investissement de 599 209 \$. Ce dernier projet de sensibilisation du personnel des cégeps aux enjeux vécus par les personnes LGBTQ+ a joint 919 personnes employées de	Réalisée

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		70 établissements dans le cadre de 38 formations offertes dans 11 régions administratives.	
12. Insérer une section traitant spécialement de la gestion de la diversité sexuelle en emploi à l'intérieur d'un guide plus général sur la gestion de la diversité afin d'outiller les entreprises dans l'intégration et le maintien en emploi d'une main-d'œuvre diversifiée.	MESS	Le guide <i>Profiter du plein potentiel d'une main-d'œuvre diversifiée</i> a été actualisé en 2019. Des informations sur la diversité sexuelle en emploi y ont été ajoutées, et différentes pratiques gagnantes d'intégration et de maintien en emploi y sont mentionnées. Il a été diffusé auprès du personnel des services aux entreprises pour offrir un meilleur accompagnement et sensibiliser les entreprises. Le guide est disponible sur le site intranet du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) depuis sa présentation aux personnes répondantes régionales des services aux entreprises en novembre 2020.	Réalisée
13. Collaborer aux travaux de la Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation (MEQ et MES), ainsi qu'à ceux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire, lesquelles se préoccupent de prévention en matière de violence et de sensibilisation aux jeunes et aux familles de la diversité sexuelle.	MEQ	<p>Le MEQ et le MES ont participé et continuent de participer aux travaux de la Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation. En plus d'y présenter leurs travaux ou leurs outils destinés aux organismes scolaires, ils collaborent à la réalisation de diverses actions, prennent note des préoccupations des acteurs du réseau impliqués de près sur les questions touchant la diversité sexuelle et de genre, et participent aux échanges en vue de mieux répondre aux besoins des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur (primaire, secondaire, collégial et universitaire).</p> <p>Le MEQ a également contribué et poursuit sa collaboration aux travaux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire, en participant notamment à l'élaboration</p>	Réalisée

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		<p>et à la validation de divers outils, dont le Cadre de référence sur la présence policière en milieu scolaire. Ce dernier est en cours d'ajustements à la suite de changements législatifs apportés à la <i>Loi sur l'instruction publique</i>. Il diffuse également des initiatives et des résultats, comme ceux de la collecte de données ministérielles, et consulte les membres sur différents points en lien avec le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025. Il assure ainsi une cohérence des actions et des initiatives destinées au réseau scolaire.</p>	
<p>14. Intégrer les réalités des jeunes de la diversité sexuelle dans la mise en œuvre d'actions pour prévenir et traiter la violence, notamment dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence que doit se donner chaque école en application des dispositions de la <i>Loi sur l'instruction publique</i> ou de la <i>Loi sur l'enseignement privé</i>.</p>	<p>MEQ</p>	<p>En 2021-2023, 13 agentes et agents de soutien régionaux (ASR) du MEQ ont accompagné les centres de services scolaires (CSS) et les commissions scolaires (CS) en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie dans diverses régions du Québec. Les ASR ont notamment promu, en juin 2021, le guide <i>Pour une meilleure prise en compte de la diversité sexuelle et de genre – Guide à l'intention des milieux scolaires</i>, qui a été élaboré pour préciser les orientations ministérielles en la matière. Une journée régionale sur la diversité sexuelle et de genre a aussi été tenue dans deux régions (Mauricie et Estrie) auprès d'un total de huit CSS et d'une CS.</p> <p>Le MEQ poursuit, en continu et de manière intégrée à ses pratiques, des travaux pour s'assurer que les orientations ministérielles en lien avec la diversité sexuelle et de genre soient connues des personnes appelées à prendre des décisions au sein des organisations (parents, gestionnaires des CSS, CS, établissements d'enseignement privés), travaux qui devront être harmonisés avec les obligations de la <i>Loi sur le protecteur national de l'élève</i>, sanctionnée en juin 2023.</p>	<p>En cours</p>

## Priorité 4 : Adaptation des services publics

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
<p>15. Prendre en compte la diversité sexuelle et la pluralité de genre dans la définition et la mise en œuvre des orientations et des stratégies du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur se préoccupant de justice sociale et de rapports égaux, notamment en éducation à la sexualité.</p>	<p>MEQ</p>	<p>Une équipe du MEQ formée de personnes spécialisées en sexologie et en pédagogie a offert un soutien et un accompagnement personnalisés aux responsables en éducation à la sexualité, présents dans chacun des CSS, des CS et des établissements d'enseignement privés. Tout comme les ASR, ces responsables en éducation à la sexualité, laquelle est obligatoire depuis la rentrée 2018-2019 pour tous les élèves de l'enseignement primaire et secondaire, ont utilisé le guide Pour une meilleure prise en compte de la diversité sexuelle et de genre – Guide à l'intention des milieux scolaires pour aider les milieux scolaires dans la mise en place de certaines actions. Cette équipe a aussi collaboré avec l'équipe responsable de la rédaction des programmes d'études Culture et citoyenneté québécoise afin que son contenu soit cohérent avec la vision et les valeurs promues dans les orientations du MEQ en matière d'éducation à la sexualité, notamment en ce qui concerne l'égalité et la diversité.</p> <p>De plus, en novembre 2020, le MEQ a transmis et rendu disponible sur une plateforme de télécollaboration plusieurs documents et plusieurs outils destinés au réseau scolaire, dont 39 canevas pédagogiques mis à jour et bonifiés dans le respect de la diversité sexuelle et de genre. Ceux-ci servent à comprendre les visées des activités et des contenus en éducation à la sexualité et à cerner la posture à adopter. Ils contiennent également des suggestions concrètes pour l'animation en classe.</p>	<p>Réalisée</p>

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
<p>16. Poursuivre l'adaptation, lorsque requis, de la terminologie des documents administratifs, notamment les formulaires, en fonction de la <i>Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation</i>.</p>	<p>MEQ, MES</p>	<p>En vue de tenir compte des réalités des familles homoparentales, le MEQ et le MES ont terminé, en 2018-2019, l'adaptation des 101 documents administratifs considérés comme devant faire l'objet de modifications. Ces documents étaient issus des systèmes suivants : aide financière aux études, sanction des études au collégial, gestion des épreuves ministérielles au collégial, admissibilité à l'enseignement en anglais et gestion des données d'identification de l'élève.</p>	<p>Réalisée</p>
<p>17. Actualiser le corpus législatif québécois pour assurer l'égalité des parents de minorités sexuelles.</p>	<p>MJQ, BLCHT</p>	<p>Le ministère de la Justice du Québec (MJQ) a repéré les dispositions nécessitant une modification législative pour assurer une égalité de traitement entre les parents cisgenres et hétérosexuels et leurs homologues de la diversité sexuelle et de genre.</p> <p>Les modifications législatives ont été inscrites dans la <a href="#">Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil</a> (2022, chapitre 22), sanctionnée le 8 juin 2022.</p> <p>D'autres modifications ont été apportées dans la <a href="#">Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui</a> (2023, chapitre 13), sanctionnée le 6 juin 2023.</p>	<p>En cours</p>

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
<p>18. Faciliter les démarches administratives des personnes trans auprès des ministères et organismes à la suite d'un changement de nom ou de mention du sexe auprès du Directeur de l'état civil.</p>	<p>MESS (Directeur de l'état civil)</p>	<p>Depuis 2017 et jusqu'au 31 mars 2022, grâce au service de déclaration unique, le Directeur de l'état civil (DEC) a transmis en une seule étape 2 611 demandes de changement de la mention du sexe à plusieurs prestataires de services gouvernementaux, évitant aux personnes concernées de multiples démarches administratives. Le DEC est parvenu à recruter deux prestataires de services gouvernementaux supplémentaires, sur les trois qu'il s'était engagé à ajouter, aux six<sup>4</sup> prestataires de services gouvernementaux offrant le service de déclaration unique de changement de nom ou de mention du sexe : le Service d'immatriculation des armes à feu et le MEQ, dont l'échange de données sera en application d'ici la fin de 2024.</p>	<p>En cours</p>
<p>19. Adapter la terminologie des formulaires publics des secteurs de l'emploi et de l'assistance sociale du ministère du Travail<sup>5</sup>, de l'Emploi et de la Solidarité sociale aux nouvelles réalités familiales.</p>	<p>MESS</p>	<p>Le MESS a modifié le seul formulaire du secteur emploi qui devait être adapté sur les 135 recensés, soit l'annexe B — « Clauses générales » du <i>Formulaire d'entente de subvention</i> (EQ-6317-03). Il est disponible depuis novembre 2020. Le MESS a aussi adapté les 16 formulaires recensés du secteur de l'assistance sociale.</p>	<p>Réalisée</p>

<sup>4</sup> À titre informatif, les six prestataires de services gouvernementaux ayant joint le service dès son implantation sont la Régie de l'assurance maladie du Québec, Retraite Québec, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (maintenant Retraite Québec), le Curateur public du Québec (jusqu'en juillet 2022), la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

<sup>5</sup> Le libellé reflète la fusion du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale avec le ministre du Travail à l'époque de l'élaboration du PAGLCHT 2017-2022.

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
<p>20. Adapter les publications, formulaires, brochures et sites Web du Régime québécois d'assurance parentale et du Conseil de gestion de l'assurance parentale.</p>	<p>MESS</p>	<p>Pour mieux représenter les familles LGBTQ+, le Conseil de gestion de l'assurance parentale, la Direction générale du régime québécois d'assurance parentale et la Direction générale des communications du MESS priorisent dorénavant les termes « parents » ou « personnes » à « père » ou « mère » dans certains documents ou outils de communication mis à jour (p. ex. rapports, publications, site Web, documentations opérationnelles). Ils ont également révisé le visuel du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et celui d'outils destinés aux agentes et aux agents du Centre de services à la clientèle, dont les illustrations tiennent compte de la diversité sexuelle et de genre afin de refléter la parentalité d'aujourd'hui. De plus, des couleurs non genrées ont été utilisées sur le logo du RQAP.</p>	<p>Réalisée</p>
<p>21. Assurer la cohérence ministérielle concernant l'adaptation des services pour répondre aux besoins des personnes de minorités sexuelles et tenir compte des réalités émergentes.</p>	<p>MSSS</p>	<p>Un comité ministériel sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres (CMDSPG) a été mis en place en 2018. Composé de plusieurs directions sectorielles du MSSS, ce comité a mené des réflexions sur l'adaptation des soins et des services aux réalités des personnes de la diversité sexuelle et de genre. Il a contribué à plusieurs dossiers aux plans ministériel et gouvernemental, dont la documentation des enjeux de santé des personnes LGBTQ+, avec la collaboration de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).</p> <p>De plus, un Comité national, coprésidé par le MSSS et le BLCHT et créé en 2020, a contribué à instaurer un dialogue entre divers milieux (ministère, réseau, communautaire, recherche et personnes usagères) concernant l'adaptation des soins et des services aux réalités des personnes de la diversité sexuelle et de genre. Ces</p>	<p>Réalisée</p>

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		travaux ont permis de dégager des consensus sur les enjeux et les pistes d'actions prioritaires, ainsi que d'alimenter l'élaboration, par le MSSS, de <a href="#">Lignes directrices sur la santé et le bien-être des personnes de la diversité sexuelle et des genres</a> destinées au réseau de la santé et des services sociaux.	
22. Intégrer la notion de diversité dans les orientations ministérielles concernant les compétences professionnelles du personnel enseignant, notamment en ce qui a trait à l'homophobie et à la transphobie.	MEQ	Le nouveau <a href="#">Référentiel de compétences professionnelles de la profession enseignante</a> a été publié le 1er décembre 2020. Il contient des éléments liés à la lutte contre l'homophobie et la transphobie. La première partie du Référentiel présente les principaux changements de la société qui influent sur la pratique enseignante, y compris la prise en compte de l'identité et de l'expression de genre. La compétence 13 rappelle la nécessité d'adopter une posture inclusive dans l'enseignement pour créer les conditions éducatives dans lesquelles les élèves seront valorisés, respectés et compris peu importe leur race, leur couleur, leur sexe, leur identité et expression de genre ou encore leur orientation sexuelle.	Réalisée
23. Encourager l'élaboration et la diffusion de formations et d'ateliers de sensibilisation concernant les réalités et les besoins particuliers des personnes âgées LGBT auprès d'intervenants concernés.	MSSS (SA)	En mai 2018, la Fondation Émergence a offert sa formation « Pour que vieillir soit gai » à plus de 20 personnes coordonnatrices régionales spécialisées en matière de maltraitance envers les personnes âgées lors d'un atelier de sensibilisation. Un total de 89 travailleuses et travailleurs de milieu du programme Initiatives de travail de milieu auprès des personnes âgées en situation de vulnérabilité ont aussi reçu cette formation lors d'un autre atelier de sensibilisation à Drummondville en mai 2018.	Réalisée

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		<p>Une entente de services a aussi été conclue entre le MSSS et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour développer un <a href="#">outil de sensibilisation</a> et un contenu de <a href="#">formation</a> spécifiques sur les réalités des personnes âgées LGBTQ+ à l'intention du personnel du réseau de la santé et des services sociaux et de celui travaillant dans les différents milieux de vie des personnes âgées (à domicile, résidences privées pour aînés, ressources intermédiaires et de type familial et centre d'hébergement et de soins de longue durée). Ce contenu est disponible depuis mars 2021 dans <a href="#">l'environnement numérique d'apprentissage provincial</a>.</p>	
<p>24. Renforcer la sensibilisation des intervenantes et des intervenants de la santé, des services sociaux, de l'enseignement et des services publics ou communautaires sur les réalités des personnes de minorités sexuelles.</p>	<p>BLCHT</p>	<p>Le BLCHT s'est engagé à soutenir chaque année, à la hauteur de 200 000 \$, deux programmes nationaux de formation de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), pour qu'ils soient déployés gratuitement. De 2017 à 2020, l'INSPQ a organisé 147 sessions des formations <a href="#">Sexes, genres et orientations sexuelles : comprendre la diversité</a> et <a href="#">Adapter nos interventions aux réalités des personnes de la diversité sexuelle, de leur couple et de leur famille</a> dans plus de 11 régions administratives, qui ont joint 3 143 personnes intervenantes. En 2020-2021, en raison de la pandémie de COVID-19, l'INSPQ n'a pas pu offrir ses activités de formation, prévues en présentiel. L'une des formations de l'INSPQ a par la suite été adoptée au format virtuel grâce à l'appui d'une firme externe d'apprentissage en ligne, soit la formation <a href="#">Sexes, genres et orientations sexuelles : comprendre la diversité</a>, rendue disponible depuis le 28 février 2022. Au 31 mars 2022, 200 personnes de 11 régions administratives avaient complété la</p>	<p>Réalisée</p>

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		<p>première partie asynchrone d'une heure sur le campus virtuel de l'INSPQ. Ces personnes ont des profils professionnels variés (criminologues, personnel infirmier, médecins, psychologues, sexologues, travailleuses sociales et travailleurs sociaux, personnel du réseau de la santé et des services sociaux, directions régionales de santé publique et du milieu de l'enseignement). Les rencontres virtuelles de 3 heures en petits groupes ont débuté en avril 2022.</p>	
<p>25. Offrir une formation sur les réalités des minorités sexuelles au personnel du MTESS<sup>6</sup> en contact avec la clientèle.</p>	<p>MESS</p>	<p>En 2017-2018, deux formations offertes par l'INSPQ ont été inscrites au catalogue des formations du MESS, soit <a href="#">Sexes, genres et orientations sexuelles : comprendre la diversité</a> et <a href="#">Adapter nos interventions aux réalités des personnes de la diversité sexuelle, de leur couple et de leur famille</a>. En tout, 108 personnes ont participé à la première formation, alors que 62 personnes ont profité de la seconde.</p> <p>Puisque l'INSPQ a suspendu la diffusion de ces deux formations en 2020-2021 en raison des mesures sanitaires, la formation Composer avec la diversité des sexes et des genres au travail, axée sur les enjeux vécus par le personnel en lien avec la clientèle, a été développée sur mesure à l'initiative du Directeur de l'État civil et en collaboration avec l'Université Laval. Cette formation a été adaptée pour l'ensemble du personnel du MESS et inscrite au catalogue de formation ministériel. En tout, 128 personnes ont participé à cette formation, qui est offerte depuis octobre 2021.</p>	<p>Réalisée</p>

<sup>6</sup> Le libellé reflète la fusion du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale avec le ministre du Travail à l'époque de l'élaboration du PAGLCHT 2017-2022.

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
<p>26. Outiller les policières et les policiers afin d'assurer une intervention adéquate et adaptée en matière d'homophobie et de transphobie.</p>	MSP	<p>La pratique policière 2.3.5 « Fouille d'une personne » a été actualisée pour tenir compte notamment des particularités liées à l'identité de genre de la personne fouillée. Elle a été rendue disponible à tous les corps policiers du Québec au mois de novembre 2018. Elle mentionne maintenant que « Selon les circonstances et lorsque la situation le permet, la fouille est effectuée par un policier du genre auquel la personne s'identifie ».</p> <p>Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a aussi diffusé, en mars 2020, une note d'information supplémentaire aux directeurs de police du Québec les informant de sites Web de référence leur permettant de mettre à jour leurs connaissances en matière d'homophobie et de transphobie. Des liens vers des lexiques qui y sont consacrés ont aussi été transmis dans cette communication.</p>	Réalisée
<p>27. Former les nouvelles agentes et les nouveaux agents des services correctionnels afin d'assurer la prise en charge des personnes incarcérées dans le respect de leur dignité.</p>	MSP	<p>De 2017 à 2022, tout le nouveau personnel agent des services correctionnels, soit 782 personnes, a été formé relativement au traitement des personnes de la diversité sexuelle et de genre qui pourraient lui être confiées. Durant cette même période, une seule plainte a été formulée, en 2019-2020, relativement à la discrimination fondée sur l'identité de genre ou sur l'orientation sexuelle. Après examen, cette plainte, qui portait sur le lieu d'incarcération d'une personne trans, s'est avérée fondée, et un correctif a été apporté dans les quelques jours subséquents.</p>	Réalisée
<p>28. Continuer de sensibiliser les coroners aux facteurs contributifs, dont l'homophobie et la</p>	MSP	<p>En plus d'une formation générale pour l'ensemble des coroners dispensée lors du colloque 2017-2018, tous les nouveaux coroners nommés depuis 2017 ont été sensibilisés lors de leur formation</p>	Réalisée

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
transphobie, lors d'une investigation sur un cas de suicide.		initiale aux enjeux entourant l'homophobie et la transphobie dans le contexte de l'investigation d'un suicide. De plus, des capsules d'information sur la diversité de genre sont disponibles en tout temps sur un extranet qui contient un ensemble d'outils et de documents d'information à l'usage exclusif des coroners. Par ailleurs, l'ajout d'une case « X » a été planifié dans les prochains travaux d'amélioration du système de mission pour mieux préciser l'identité de genre des personnes décédées non binaires.	
29. S'assurer que la formation offerte aux professionnelles et aux professionnels qui donnent le service de Consultation téléphonique psychosociale 24/7 soit adaptée aux réalités des personnes de minorités sexuelles et que les outils soient diffusés.	MSSS	Le guide d'intervention psychosociale ponctuelle (GIPP) sur le thème « Diversités sexuelles et pluralité des genres » a été rédigé, validé et traduit. Il vient compléter un GIPP portant sur le thème « Orientations homosexuelle et bisexuelle », notamment en couvrant des notions spécifiques aux réalités différenciées des personnes trans et non binaires. Les intervenantes et les intervenants ciblés y ont eu accès au moment de la mise en ligne de la plateforme Système intégré de gestion de la consultation téléphonique (SIGCT), concrétisée en avril 2022.	Réalisée
30. Mettre en place et rendre accessible une formation portant sur les enjeux de discrimination envers des personnes LGBT racisées dans le réseau de la santé et des services sociaux.	MSSS	En 2019-2020, le MSSS a mandaté l'Institut universitaire SHERPA du CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal afin qu'il développe le module « Mieux intervenir auprès des personnes LGBTQI2+ racisées et migrantes » de la formation Comprendre pour mieux prévenir les violences liées au genre et à la sexualité en contexte de diversité culturelle. En janvier 2021, ce module a été rendu disponible dans l'environnement numérique d'apprentissage provincial de formation continue partagée (FCP). Cette formation est disponible en tout temps et gratuitement pour	Réalisée

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		<p>le personnel intervenant du réseau de la santé et des services sociaux ciblés. Des communications incluant des outils promotionnels (vidéo descriptive et affiche promotionnelle) ont été diffusées en 2020-2021 au sein du MSSS et du réseau de la santé et des services sociaux en collaboration avec l'Institut universitaire SHERPA et le Centre Universitaire de santé McGill (responsable FCP).</p>	
<p>31. Diffuser l'outil de sensibilisation <i>Les jeunes de minorités sexuelles et la problématique du suicide</i>.</p>	<p>MSSS</p>	<p>L'outil de sensibilisation <a href="#"><i>Les jeunes de minorités sexuelles et la problématique du suicide</i></a>, diffusé depuis mai 2016, est destiné aux intervenantes et aux intervenants du réseau de la santé et des services sociaux et aux organisations partenaires (milieux d'enseignement, maisons des jeunes et autres organismes communautaires jeunesse, etc.). Il présente notamment les types d'intervention à privilégier en fonction de différents contextes ainsi que les ressources auxquelles peuvent se référer les personnes qui sont appelées à intervenir auprès de ces jeunes.</p> <p>Il a fait l'objet d'un rappel annuel par le MSSS à travers le Québec par l'entremise des groupes de répondantes et de répondants en santé publique, en prévention du suicide, en promotion de la santé mentale et en promotion-prévention en matière de sexualité saine, de même que par la Table de concertation nationale en promotion-prévention. L'outil a également fait l'objet d'une attention particulière lors d'activités de sensibilisation tenues, par exemple, à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. L'outil a aussi été promu par différents partenaires par le biais de leurs réseaux respectifs, par exemple les centres de prévention du suicide et les GRIS du Québec. Pour l'ensemble de la</p>	<p>Réalisée</p>

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		période du Plan d'action, il a été consulté 2 705 fois et téléchargé à 1 745 reprises.	

## Priorité 5 : Cohérence et efficacité des actions

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
32. Appuyer la recherche sur les réalités LGBT.	BLCHT	Le BLCHT a versé 475 000 \$ à l'UQAM au bénéfice de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres (CR-DSPG) de l'UQAM. De plus, il a accordé, en mars 2020, un contrat de recherche de 24 300 \$ à son titulaire, Martin Blais, pour mener une analyse secondaire de données d'enquêtes populationnelles et communautaires en lien avec l'inclusion, le bien-être et la santé des personnes de minorités sexuelles et de genre au Québec. Le <a href="#">rapport de recherche</a> servira à mieux cibler les interventions du BLCHT en région. Soulignons qu'en 2020-2021, la Chaire comptait à son actif quelque 20 projets de recherche (dont 15 en cours), 5 projets de mobilisation et de transfert de connaissances (dont 4 en cours), ainsi que 7 conférences et 1 colloque.	Réalisée
33. Encourager le développement de la recherche et soutenir le transfert de connaissances sur les réalités des personnes de minorités sexuelles dans le réseau de la santé et des services sociaux.	MSSS	En novembre 2020, la CR-DSPG a remis au MSSS un rapport faisant état de la mise au point et des lacunes des outils d'intervention auprès des personnes LGBTQ+ recensés en 2019-2020, des pistes pour le développement des connaissances et l'élaboration de futurs outils d'intervention, ainsi que des propositions pour la mise en forme et la diffusion d'un coffre à outils. Ce rapport inclut également la liste descriptive des outils d'intervention, dont certains sont accessibles sur le <a href="#">site Web</a> de la CR-DSPG pour soutenir les pratiques professionnelles auprès des clientèles LGBTQ+.	Réalisée
34. Compiler et diffuser annuellement les données statistiques du Programme de	MSP	En 2020-2021, le MSP a mis à jour et a rendu accessibles en ligne les publications Criminalité au Québec – Principales tendances pour les années 2017 à 2020 dans l'onglet « Statistiques annuelles » des	Réalisée

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
déclaration uniforme de la criminalité en matière de crimes haineux, dont les crimes motivés par l'orientation sexuelle.		<a href="#">Statistiques sur la police et sur la prévention de la criminalité</a> diffusées sur Québec.ca. Ces publications comprennent des données actualisées sur les crimes haineux, dont ceux motivés par l'orientation sexuelle. Les données sur les infractions déclarées en 2021 et en 2022 seront publiées subséquemment lorsqu'elles seront disponibles.	
35. Documenter les besoins et les services en défense des droits des personnes LGBT en région par la production d'un portrait.	MESS	En juillet 2018, une entente de financement a été conclue entre le MESS et le Conseil québécois LGBT, en collaboration avec la CR-DSPG, pour la production d'un portrait des besoins et des services en défense des droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans en région. Le rapport a été déposé en août 2020. Il offre une analyse pertinente des besoins et des services. Dorénavant <a href="#">disponible en ligne</a> , le portrait sera utile pour l'élaboration de mesures futures.	Réalisée
36. Produire et diffuser un bulletin statistique <i>Quelle famille?</i> sur les familles homoparentales.	MFA	Le numéro du bulletin <i>Quelle famille?</i> présentant un portrait des familles homoparentales peut être consulté et téléchargé à partir du <a href="#">site Web</a> du MFA depuis sa diffusion en septembre 2020. Il a également été transmis par infolettre à une liste de distribution composée d'environ 3 700 personnes relevant d'organisations diverses (réseau et associations de SGEE, ministères et organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux, cégeps et universités, municipalités et municipalités régionales de comté, médias, etc.). Depuis sa diffusion et en date du 31 mars 2022, il avait été consulté 1 154 fois.	Réalisée

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
37. Réaliser une enquête sur le parcours judiciaire de parents de minorités sexuelles.	MJQ	<p>La première phase du projet de recherche portait sur les représentations et les expériences du droit et de la justice pour les parents LGBTQ+ qui se séparent. Elle visait à mieux comprendre l'expérience des séparations et des recompositions des parents s'identifiant à la diversité sexuelle et de genre, en particulier sous l'angle de leurs rapports au droit et de leurs expériences de la justice. Le rapport de recherche a été transmis au MJQ en janvier 2021. Une première publication a été issue de ce projet et est disponible <a href="#">en ligne</a> sur le site du Partenariat de recherche Séparation parentale, recomposition familiale. La deuxième phase du projet de recherche porte sur les pratiques des professionnels et des intermédiaires auprès des parents LGBTQ+. Elle a été prolongée de trois mois, et son <a href="#">rapport final</a> a été remis au MJQ en juin 2022.</p>	En cours *
38. Favoriser le plein déploiement des activités du Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie.	BLCHT	<p>Depuis 2017-2018, le BLCHT a tenu 11 rencontres du comité interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022, soit un peu plus de 2 rencontres en moyenne par année.</p> <p>Parallèlement, le BLCHT a renforcé le mandat, la composition et le fonctionnement de son comité consultatif composé d'une quinzaine d'organismes communautaires LGBTQ+, en vue de favoriser une meilleure concertation entre ces derniers et le BLCHT pour optimiser les actions gouvernementales. Le BLCHT a animé 14 rencontres de ce comité au cours du dernier quinquennat, 13 de celles-ci s'étant tenues depuis juin 2019.</p> <p>À l'automne 2019, le MJQ a embauché un conseiller à la régionalisation dont les principales tâches consistaient à identifier les</p>	Réalisée

Mesures	Ministères ou organismes responsables	État de réalisation	Statut de l'action au 31 mars 2022
		<p>besoins de chacune des régions du Québec et à susciter des initiatives de concertation locale ou régionale.</p> <p>Le BLCHT a rendu publics des bilans annuels de l'avancement de la mise en œuvre du PAGLCHT 2017-2022 sur <a href="http://Quebec.ca">Quebec.ca</a>.</p> <p>La mesure s'est poursuivie au-delà du 31 mars 2022. À l'hiver 2023, le rapport d'évaluation de programme de la structure de gouvernance du Plan d'action a été accepté par le SCT. Finalement, la publication du présent bilan quinquennal complète l'action.</p>	

### 3. Conclusion

Le lancement du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022 traduisait l'engagement du gouvernement du Québec envers l'atteinte d'une réelle égalité de fait pour les personnes de la diversité sexuelle et de genre dans la société québécoise. L'ensemble des mesures mises en œuvre par le biais du PAGLCHT 2017-2022 au cours des dernières années a permis des avancées concrètes dans chacune de ses cinq orientations. À la lumière des travaux réalisés, plusieurs pistes d'action se dégagent afin de poursuivre la lutte contre l'homophobie et la transphobie au cours des prochaines années.

Les actions de sensibilisation et d'éducation mises en œuvre ont contribué à démystifier les réalités des personnes LGBTQ+ et à défaire des stéréotypes et des préjugés, favorisant ainsi leur reconnaissance sociale. Changer les perceptions et les attitudes homophobes et transphobes est toutefois un travail de longue haleine qui devra se poursuivre en tenant compte de l'évolution des besoins d'information et de sensibilisation de la population au cours des prochaines années. Il demeure aussi nécessaire de renforcer les mesures visant à favoriser le respect des droits des personnes LGBTQ+, et ce, malgré l'important travail accompli en ce sens depuis 2017. Parmi les chantiers à poursuivre, on peut souligner l'importance d'assurer une diffusion plus large de l'information et des outils en matière de droits et libertés de la personne et de mieux soutenir les organismes communautaires qui jouent un rôle de premier plan en matière d'information, de référence et de soutien aux personnes subissant des inégalités ou des discriminations. Les préjugés homophobes et transphobes, la violence, l'intimidation et l'exclusion sont toujours présents et continuent d'affecter la qualité de vie des personnes qui en sont les cibles. Dans cette perspective, il importe aussi de maintenir le soutien aux initiatives destinées à façonner des milieux de vie inclusifs et sécuritaires pour les personnes de la diversité sexuelle et de genre.

La quatrième priorité du PAGLCHT engageait les services publics à adapter et à améliorer leurs pratiques afin de mieux répondre aux réalités et aux besoins des personnes LGBTQ+. Des progrès ont été accomplis en ce sens, mais les besoins persistent, surtout en région, où les services de soutien (publics ou communautaires) pour les personnes de la diversité sexuelle et de genre, notamment pour les personnes trans ou non binaires, sont difficiles à mettre en place. De plus, un travail important de mise à jour reste à faire dans certains domaines pour tenir compte des nouvelles législations. Le bilan permet aussi de mesurer l'importance de la prise en compte des problématiques LGBTQ+ dans les activités de formation destinées au personnel des services publics. Cette prise en compte des enjeux de la diversité sexuelle et de genre devra être maintenue au cours des prochaines années et adaptée en fonction des besoins émergents.

Grâce à la mise en œuvre de ses actions, le PAGLCHT 2017-2022 a aussi permis de donner des assises plus solides à l'action gouvernementale en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie, et ce, notamment grâce au soutien accordé à la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres ou à des recherches particulières. Ces actions ont contribué à produire une documentation riche, à alimenter les réflexions de toutes les parties engagées dans le plan d'action et à préciser des pistes d'intervention pour le futur. En définitive, il importe aussi de souligner l'accroissement du rôle de coordination gouvernementale exercé par le BLCHT au cours des dernières années. Les liens et les collaborations avec les partenaires gouvernementaux, communautaires et venant de divers milieux se sont multipliés au cours des dernières années. Il sera nécessaire de continuer à développer et à consolider ces collaborations, notamment avec le milieu communautaire. Le soutien à la mise en place et à la consolidation d'actions concertées en région devra aussi se poursuivre. D'importants besoins subsistent à ce chapitre.

**Secrétariat  
à la condition  
féminine**

**Québec** 

